

## TRAVAIL SOCIAL ET POLITIQUES DE L'EMPLOI

Par Jean Blairon

Les missions locales de Saint-Josse et de Schaerbeek ont organisé le 8 juin 2017 une journée de concertation destinée aux travailleurs sociaux du secteur dit de l'insertion sociale et professionnelle à propos du sens de leur travail.

La question qui était au cœur du projet était définie comme suit :

« Comment continuer à donner du sens dans le travail ISP tenant compte notamment du public et du repli communautaire. Mais aussi, tenant compte des obligations de résultats à atteindre au regard des moyens et des normes dont les travailleurs ISP disposent/sont soumis »

Cette question était formulée sur base de l'interprétation d'une enquête réalisée auprès des travailleurs de terrain, interprétation réalisée par Corinne Gobin, maître de recherche au FNRS (ULB). Michel Vanderkam (chef de service UNIA) et le Comité de Vigilance en Travail Social étaient aussi mobilisés. Nous avons pour notre part été invité à participer aux travaux à partir des deux portes d'entrée suivantes :

1. « Est-ce que le travail avec l'humain est compatible avec une politique gestionnaire des flux de bénéficiaires ? » ; « Quelles argumentations proposer pour influencer cette politique ? »
2. « Est-ce que les politiques de l'emploi alimentent ou non la discrimination ? »

L'analyse présentée ici fait suite à nos interventions durant la journée. Nous achevons ce travail le 25 juin alors que les gouvernements régionaux viennent de tomber. Notre analyse étant antérieure à cet événement, nous n'y faisons aucunement allusion dans ces lignes. Nous croyons toutefois que notre argumentation vaut a fortiori pour le nouveau contexte que cet événement va peut-être créer.

### QU'EST-CE QUI NOUS ARRIVE ?

Les questions qui sont posées par le programme de notre journée impliquent que l'on tente de prendre la mesure du modèle qui fonde les actuelles politiques de l'emploi ; celles-ci, en effet, ne sont pas que « gestionnaires » des flux de bénéficiaires. Elles s'inscrivent dans un modèle de société qui les irrigue et qu'elles contribuent en retour à renforcer.

Nous pensons avoir montré<sup>1</sup> que ce modèle correspond à ce que Loïc Wacquant, en 1993, présentait comme une « utopie à l'envers », à savoir l'adoption progressive, en Europe, du modèle américain de politiques sociales. Pour Wacquant, cette « utopie » est celle d'une régression généralisée par rapport à un Etat que les conquêtes des mouvements ouvriers avaient conduit à devenir social.

1 Cf. notre analyse publiée conjointement « L'évolution du métier d'éducateur » URL: [www.intermag.be/603](http://www.intermag.be/603).

Quatre composantes structurent cette utopie à l'envers :

- vente au privé des services publics les plus rentables ;
- réduction des services publics (présentée souvent via des modèles sanitaires tournant autour d'une soi-disant nécessaire « cure d'amaigrissement »<sup>2</sup>) ;
- conversion des politiques d'aide en politiques sécuritaires ;
- transformation du travail social en travail de détection, de lutte contre de supposées fraudes, de diminution du nombre d'ayant droit.

L'évolution des politiques sociales trouve son sens dans le contexte de cette transformation. Dans notre pays, c'est un système d'oppositions rabâché qui tient lieu de justification, plus rhétorique d'ailleurs que scientifique.

Le modèle d'Etat Social Actif a connu ses initiateurs, ses « techniciens d'insertion »<sup>3</sup> dans les politiques, ses thuriféraires, ses disciples, ses convertis plus ou moins libres, plus ou moins contraints. Chacun feint de découvrir (et se hâte d'oublier) ses victimes (que les troisième et quatrième composantes permettent de transformer en « responsables » si ce n'est en coupables).

Ce modèle d'Etat est la forme belge de « l'utopie à l'envers » dénoncée par Wacquant.

Sa rhétorique est un système simpliste d'oppositions intellectuellement malhonnêtes.

L'Etat Social Actif assimile le caractère inconditionnel de l'aide sociale à une passivité coupable de la part de l'Etat (les CPAS par exemple ont vu leur nom changer : le terme d'aide a été remplacé par celui d'action ; mais laquelle, et pour qui ?). Cette « passivité » des politiques publiques aurait un effet déresponsabilisant sur les bénéficiaires de l'aide. Il faut donc remplacer cette série par une autre, qui pose qu'être active, pour une politique sociale, c'est devenir conditionnée et, par là même, devenir vraiment aidante, puisque « responsabilisante » (et pourquoi pas tant qu'on y est gratifiante ?).

Au fond de cette rhétorique, nous trouvons une représentation agissante du bénéficiaire comme une cire molle à laquelle l'agent public devrait donner une forme qui ne serait pas possible sans lui ; le double sens du terme « amorphe » rend bien raison de cette représentation : le terme veut dire à la fois « sans forme déterminée » et « sans énergie, mou, apathique ».

C'est bien là une violence symbolique originelle, que de s'autoriser sans autre forme de procès à considérer ceux que le marché du travail dégorge, interdit d'entrée ou rejette comme peu susceptibles d'action, de désir ou de décision.

Le travail social, qui n'est tel que parce qu'il est émancipateur, c'est-à-dire capable de favoriser la conjugaison de la nécessité et de la liberté, comme n'importe quel travail d'ailleurs<sup>4</sup> – sauf qu'il réunit dans cet enjeu le travailleur social et son bénéficiaire – se trouve dès lors placé dans un grave porte-à-faux.

2 Le « texte » de cette réduction ancre la nécessité de celle-ci dans la vulgate généralisée des « régimes » permanents que le maintien de notre capital de séduction devrait nous conduire à adopter « de notre propre initiative ». Aujourd'hui, comme dans la nouvelle de Camille Lemonnier, les gras (en l'occurrence un mandataire public) sont menacés par le cannibalisme des maigres (C. Lemonnier, « Un bon tour », *Histoires de gras et de maigres*).

3 Le terme est de Michel Callon, qui désigne ainsi ceux qui ont pour mission d'implanter dans la vie quotidienne les inventions de laboratoire, par exemple en « sciences sociales » (ou proclamées telles).

4 Cf. à ce sujet la magnifique démonstration de M. Alaluf, « Adieux à l'Etat social : André Gorz et l'allocation universelle », in M. Alaluf et D. Zamora (dir.), *Contre l'allocation universelle*, Montréal, Lux Editeur, 2016.

## EST-CE QUE ÇA NOUS « ARRIVE » DE MANIÈRE INÉLUCTABLE ?

Cette évolution est souvent présentée voire ressentie comme « inéluctable ». La domination tend évidemment toujours à se présenter comme inscrite dans l'ordre même des choses, quand ce n'est pas dans leur nature intrinsèque.

Quant aux travailleurs sociaux concernés, nombreux sont ceux qui, n'étant pas d'accord avec ce qui arrive, se sentent impuissants à l'endiguer, se voient comme isolés, en perte de sens.

Il n'est pas rare qu'ils considèrent alors que ce que vivent les bénéficiaires d'une aide de plus en plus conditionnelle et contrainte, ils le subissent eux-mêmes, sans pour autant que ce constat les conduise à éprouver avec les bénéficiaires une communauté de destin et une alliance possible. Ce serait plutôt de l'ordre du « de quoi se plaignent-ils ? » – exactement comme cela se passe au niveau financier, certains travailleurs n'hésitant pas à comparer hâtivement leurs ressources avec celles supposées (et souvent fantasmées) de leurs bénéficiaires et concluant qu'ils sont plus mal lotis que ces derniers.

Deux explications au moins sont à mobiliser par rapport à ce contexte.

D'abord, comme l'a établi Emile Servais, la position sociale « moyenne » de nombreux travailleurs sociaux peut les conduire à adopter une position politique homologue à leur position sociale : ni d'accord avec ce qu'on leur impose, ni capable d'influence (en homologie avec une non appartenance aux positions sociales supérieures et une non ressemblance avec les positions sociales défavorisées<sup>5</sup>). Les agents se déclarent en quelque sorte ni dupes ni insoumis, ce qui explique une partie du vécu de « perte de sens ».

D'une façon plus générale, ensuite, nous nous trouvons devant une représentation sociale bien analysée par Bruno Latour : celle qui mobilise un global qui serait hors d'atteinte et un local ultra-dominé qui serait incapable d'influence. Or ne peut-on considérer, avance B. Latour, qu'« aucun endroit n'est assez dominant pour être global, ni assez ramassé sur lui-même pour être local »<sup>6</sup> ?

Le sociologue avance l'image du marionnettiste : sommes-nous des marionnettes, mues par des fils impératifs, commandés par un pouvoir sur lequel nous n'aurions aucune prise ?

En filant la métaphore, il pose que ce n'est pas couper les fils qui nous rendra une liberté que nous estimons perdue. Il avance au contraire que les fils ne sont pas inertes, qu'il se passe sur eux plein de choses dans les deux sens et que les circulations sur les fils conditionnent au fond autant le global que le local.

Cette circulation, c'est la production d'un sens qui sera traduit en action. Pour en donner un seul exemple : l'énorme crainte produite chez les patrons par les mouvements culturels des années 60 les a conduits à transformer le capitalisme en « retournant » à leurs envoyeurs leurs revendications de liberté et de réalisation, en installant ces demandes au sein même des organisations (via le néo-management) tout en les transformant en nouvelles formes d'emprise (pensons ici au « management participatif »).

Sortir de l'impression d'impuissance, ce peut donc être prendre conscience d'une diversité de fils bien plus grande que ce que l'on avait pu imaginer, de possibilités d'action sur ceux-ci (d'opérations de sens qui conduisent à « changer la donne ») et surtout de croisements qui donnent de la force collective.

5 Nous disons « non ressemblance » en vertu du raisonnement exposé plus haut : les agents peuvent se considérer comme pas mieux lotis (tout en sachant que c'est faux, notamment du fait de la possession d'un travail et des droits qui y sont liés), mais n'avoient de cesse que se distinguer de ceux à qui ils se comparent.

6 B. Latour, *Changer de société – Refaire de la sociologie*, Paris, La découverte, 2006, pp. 299 et sq.

## DES POTENTIELS D'ACTION

L'impression d'isolement ne résiste pas à un dénombrement des acteurs impliqués dans le travail social. Par rapport à la question qui structure cette journée de réflexion et à la tentative d'imposition d'un modèle américain, on trouve aujourd'hui de nombreux groupes déjà en action ; sans même de prétention à l'exhaustivité, nous pouvons relever :

- des collectifs de bénéficiaires (comme le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté, des collectifs « sans » (travailleurs sans emploi par exemple), qui revendiquent d'autres politiques structurelles ;
- des équipes, groupes d'équipes, des concertations (comme celle, précisément, qui est à l'origine de notre rencontre) ;
- des groupes d'institutions (des Fédérations des CPAS ne viennent-elle pas de décider d'aller en recours contre la loi qui « assouplit » (sic) le secret professionnel ?) ; des méta-institutions, comme Unia qui nous a rejoints aujourd'hui ;
- des organisations professionnelles libres (comme le Comité de Vigilance en Travail Social, auteur d'un récent manifeste du travail social et qui est présent ici également) ;
- des groupes d'influence et de décision (syndicats, partis qui résistent à l'imposition du nouveau modèle) ;
- des fronts inédits, comme le récent « front peu commun » qui s'est créé pour lutter contre les projets du gouvernement fédéral<sup>7</sup>, mais aussi d'autres tentatives de réunion d'acteurs venus d'horizons différents<sup>8</sup> ;
- des médias qui documentent ces questions ;
- des chercheurs qui en rendent raison ;
- des secteurs voisins qui se préoccupent de questions semblables (comme l'éducation permanente, la jeunesse, l'aide à la jeunesse...).

Nous nous trouvons en fait face à une énorme constellation d'acteurs. La question posée en termes de « sens du travail social » est donc très éloignée du constat apparent de l'isolement. Elle devient plutôt : que peut-on faire pour que des articulations augmentent la force de cette constellation aujourd'hui dispersée ? Comment peut-on faire « monter » sur les fils qui articulent le global et le local des sens agissants différents, qui nous entraînent dans une autre direction que celle qui tend à s'imposer aujourd'hui.

Parmi ces sens agissants, nous trouvons au moins quatre catégories à mettre au travail – ce qui paraît d'ailleurs immédiatement possible.

- Des représentations plus adéquates des situations de privation d'emploi ; une lecture en termes de désaffiliation, par exemple, ouvre des possibles en termes de lutte contre la précarité<sup>9</sup>.
- Une critique des « épreuves »<sup>10</sup> que l'Etat social Actif fait subir aux demandeurs d'aide sociale : ces « épreuves » sont-elles correctement administrées (sans abus par exemple) ; sont-elles adéquates (l'obligation de produire des CV écrits à répétition n'entraîne-t-il pas de nombreux effets pervers, y compris chez les employeurs ?) ; tiennent-elles compte de ce qui est réellement vécu (ne reposent-elles pas sur un double mensonge d'Etat : il y a de

7 Cf. C. Mahy et J. Blairon : « Radicalisation de la guerre faite au travail social : pourquoi ? », <http://www.intermag.be/images/stories/pdf/rta2017m02n2.pdf>.

8 Nous avons essayé de faire le point sur les convergences possibles entre les syndicats et les nouveaux mouvements sociaux, cf. notamment <http://www.intermag.be/images/stories/pdf/rta2016m11n02.pdf>.

9 Cf. J. Fastrès et E. Servais, « Des jeunes désaffiliés ? », [http://www.intermag.be/images/stories/pdf\\_carnets/carnet\\_Castel.pdf](http://www.intermag.be/images/stories/pdf_carnets/carnet_Castel.pdf).

10 Dans le sens que lui donne L. Boltanski : une « épreuve » est ce qui permet à une institution de prendre une décision « en justice » (par exemple une décision d'octroi d'aide).

nombreux emplois disponibles ; il suffit de chercher pour en trouver) ? Les travailleurs sociaux sont particulièrement bien placés pour réaliser cette critique institutionnelle, pour autant qu'ils s'organisent collectivement.

- Une réorientation du modèle de travail social qui revient à ses fondamentaux et fait confiance aux expérimentations des travailleurs eux-mêmes plutôt qu'aux méthodes abstraites imaginées dans un esprit technocratique et qui étalent leur inefficacité au grand jour.
- Une meilleure connaissance de ce qu'est devenue la culture populaire et le développement de la capacité à entrer en dialogue avec elle.

Ces investissements, ce travail du sens, sont à notre portée ; faire remonter sans cesse ses résultats sur les fils où se décident les politiques d'emploi et d'aide sociale peut les infléchir, pour autant que la constellation des acteurs qui sont mobilisés sur ces enjeux puisse aussi se vivre comme telle et croire en sa force potentielle.



*Pour citer cette analyse*

Jean Blairon, « Travail social et politiques de l'emploi », *Intermag.be*, analyses et études en éducation permanente, RTA asbl, juin 2017, URL : [www.intermag.be/604](http://www.intermag.be/604).